

# REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE ROANNE



## 8a – DELIBERATIONS



Délibération de prescription du RLP : 3 novembre 2016

Délibération sur le débat des orientations : 15 octobre 2019

Délibération d'arrêt du RLP : 14 janvier 2020

Enquête publique : 15 juin 2020 – 3 juillet 2020

Délibération d'approbation : 8 octobre 2020



# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 3 novembre 2016

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

**N°12**

### CADRE DE VIE

- Révision du Règlement  
Local de Publicité
- Prescription
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 29 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Monique GUILLERMIN, Mme Brigitte DURANTET, M. Jean-Marc DETOUR, Mme Catherine DUFOSSE, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Christian MAISONNEUVE, Mme Sophie ROTKOPF, M. Roland MIGNARD, Mme Hélène LAPALUS, M. Edmond BOURGEON, M. Lucien MURZI, Mme Simone TRAMBOUZE, Mme Dominique BILLARD, M. Jean-Jacques BANCHET, M. Gilles PASSOT, Mme Catherine BRUN, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Virginie ROUSSELON, Mme Jade PETIT, M. Fabien LAMBERT, M. Romain BOST, Mme Anne-Charlotte THINARD, Mme Emilie AMBLER, M. Paul PAPUT, Mme Pascale VIALLE DUTEL, Mme Marie-Hélène RIAMON, Mme Laure DEROCHE, M. Christian MILON

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* Mme Emilie AMBLER

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

M. Daniel PEREZ à M. Lucien MURZI, M. François CHAIZE à Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Farid MEDJANI à Mme Monique GUILLERMIN, Mme Monféma INABO COULIBALY à M. Pascal LASSAIGNE, Mme Aurélie BONNEFOND à M. Jean-Marc DETOUR, M. Ahmet-Ali KADI à Mme Catherine BRUN, M. Louis GONNELLI à Mme Laure DEROCHE, Mme Brigitte DUMOULIN à Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Jean-Luc BOURREAU à Mme Pascale VIALLE DUTEL, Mme Estelle PERRIER à M. Christian MILON

*Absents sans mandat :*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20161103-03NOVN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/11/2016

Publication : 14/11/2016

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Mme Emilie AMBLER, Conseillère Municipale, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville de Roanne est lancée depuis 2012 dans le processus de révision du Plan Local d'Urbanisme, dont le projet a été arrêté au Conseil Municipal du 19 mai 2016.

Cette révision a pour objectif de renforcer l'attractivité de la Ville et la qualité du cadre de vie. Les enseignes, pré-enseignes et les dispositifs publicitaires sont une partie intégrante de la Ville qu'il convient de règlementer afin de les organiser et les harmoniser.

La Ville est dotée depuis le 14 février 1983 d'une zone de publicité restreinte couvrant une partie du centre-ville et valant Règlement Local de Publicité. Cet arrêté, qui n'a jamais été modifié, ne couvre qu'une partie du territoire communal. Le règlement national s'applique alors sur le reste du territoire communal.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a modifié les dispositions du Code de l'Environnement relatives aux enseignes, aux pré-enseignes et à la publicité. Ainsi, la procédure de révision des Règlements Locaux de Publicité est du ressort de la collectivité ou de son groupement compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et se déroule conformément aux procédures de révision du P.L.U., auquel il est annexé après approbation.

Les textes encadrant les règlements locaux de Publicité prévoient une caducité des documents en vigueur actuellement le 14 juillet 2020. Sans révision du document, outre la suppression de la Zone de Publicité Restreinte, les pouvoirs de police du Maire sur ces thématiques, comme l'instruction des dossiers seront transférés au Préfet.

Cette révision sera conduite avec l'aide d'un bureau d'étude, qui devrait intervenir à partir du début d'année 2018.

Il convient donc de procéder à la révision du Règlement Local de Publicité en poursuivant les objectifs suivants :

- renforcer la qualité de vie sur l'ensemble des quartiers de la Ville en limitant la pollution visuelle ;
- permettre l'articulation entre la préservation du patrimoine architectural et le dynamisme commercial à renforcer ;
- assurer un meilleur suivi des implantations des enseignes ;
- permettre une intégration des enseignes de qualité dans un cadre bâti diversifié ;
- harmoniser la réglementation des quartiers périphériques avec les communes limitrophes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20161103-03NOVN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/11/2016

Publication : 14/11/2016



Dans le cadre de cette révision, la concertation prévue à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme sera engagée par le biais d'un registre de concertation, d'une réunion publique et de publications par le biais du site internet de la Ville et du magazine municipal. Le registre de concertation, destiné à recueillir toutes les observations et propositions sera ouvert et disponible pendant toute la durée de la révision et mis à disposition du public au Centre Administratif Paul Pillet aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Conformément aux dispositions de l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement, le Maire pourra associer à la démarche et recueillir leurs avis, outre les personnes Publique Associées prévus par le texte et les Maires des communes limitrophes, toute personne ou organisme compétents en la matière.

A l'issue de la procédure de révision, le projet de Règlement Local de Publicité sera arrêté par Délibération du Conseil Municipal conformément aux articles L.584-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-14 et R.153-3 du Code de l'Urbanisme. Le projet arrêté sera alors transmis pour avis aux personnes publiques associées, à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites et sera soumis à enquête publique conformément à l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme.

Il conviendra de solliciter l'État au titre de la Dotation Générale de Décentralisation pour compenser la charge financière correspondant aux frais matériels et aux frais d'études liés à la révision du Règlement Local de Publicité, conformément aux dispositions de l'article R.1614-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

La présente délibération sera transmise au Sous-Préfet de Roanne et notifiée :

- à Monsieur le Préfet de la Loire ;
- à Monsieur le Président du Conseil Régional Auvergne - Rhône-Alpes ;
- à Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Loire ;
- à Monsieur le Président de Roannais Agglomération ;
- à Monsieur le Président du Syndicat d'Etudes et de Programmation de l'Agglomération Roannaise ;
- à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Lyon Métropole Saint Etienne Roanne ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20161103-03NOVN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/11/2016

Publication : 14/11/2016

- à Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Loire ;
- à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Loire ;
- à Messieurs les Maires des communes de Riorges, Mably, Le Coteau, Villerest, Perreux, et Vougy.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver le principe de la révision du Règlement Local de Publicité et les objectifs poursuivis ;
- examiner et approuver les modalités de concertation.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Ont signé au registre tous les membres présents

Pour extrait conforme

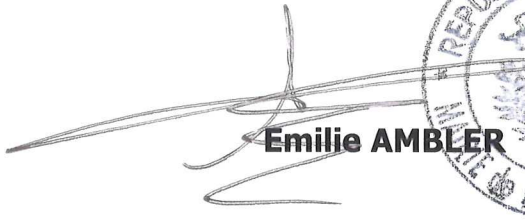
ROANNE, le 10 NOV. 2016

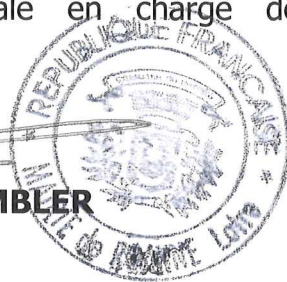
Pour le Député-Maire

Yves NICOLIN

Par délégation

La Conseillère Municipale en charge des  
Festivités et Animations

  
**Emilie AMBLER**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20161103-03NOVN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/11/2016

Publication : 14/11/2016

# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du mardi 15 octobre 2019

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°8

### CADRE DE VIE

- Révision du Règlement Local de Publicité
- Débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables
- Approbation

1. que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;

2. que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 30 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :

M. Yves NICOLIN, Mme Monique GUILLERMIN, M. Daniel PEREZ, Mme Brigitte DURANTET, M. Jean-Marc DETOUR, Mme Catherine DUFOSSE, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Christian MAISONNEUVE, M. Farid MEDJANI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Roland MIGNARD, Mme Hélène LAPALUS, M. Lucien MURZI, Mme Simone TRAMBOUZE, M. Jean-Jacques BANCHET, M. Gilles PASSOT, Mme Monféma INABO COULIBALY, Mme Catherine BRUN, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Virginie BERNIER, Mme Jade PETIT, M. Fabien LAMBERT, M. Romain BOST, M. Christian DORANGE, M. Paul PAPUT, Mme Pascale VIALLE DUTEL, Mme Brigitte DUMOULIN, M. Jean-Luc BOURREAU, M. Guy POGNAT, M. Christian MILON

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* M. Lucien MURZI

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

M. François CHAIZE à Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Edmond BOURGEON à M. Lucien MURZI, Mme Dominique BILLARD à Mme Brigitte DURANTET, Mme Aurélie BONNEFOND à M. Roland MIGNARD, M. Ahmet-Ali KADI à M. Gilles PASSOT, Mme Anne-Charlotte THINARD à M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Hélène RIAMON à M. Paul PAPUT, Mme Laure DEROCHÉ à Mme Pascale VIALLE DUTEL, Mme Estelle PERRIER à M. Christian MILON

*Absents sans mandat :*

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20191015-15OCTN8-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2019

Publication : 17/10/2019

Mme Sophie ROTKOPF, Adjointe, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

## **I. Contexte de la révision**

La Ville de Roanne est dotée depuis le 14 mai 1983 d'une Zone de Publicité Restreinte (ZPR) couvrant une partie du Centre-Ville et valant Règlement Local de Publicité (RLP). Cet arrêté, qui n'a jamais été modifié, ne couvre qu'une partie du territoire communal, le règlement national s'appliquant sur le reste du territoire communal.

L'installation de publicité, pré-enseignes et enseignes est régie par un Règlement National de Publicité. Il dépend du Code de l'Environnement. Quant au Règlement Local de Publicité, il régit les enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires installés sur le territoire communal lorsque la commune a institué une ZPR. Aujourd'hui, le RLP actuel est devenu obsolète et ne correspond plus aux exigences patrimoniales sur le territoire, d'où la volonté communale de procéder à sa révision.

Les textes encadrant les règlements locaux de Publicité prévoient une caducité des documents en vigueur actuellement le 14 juillet 2020. Sans révision du document, outre la suppression de la Zone de Publicité Restreinte, les pouvoirs de police du Maire sur ces thématiques, comme l'instruction des dossiers, seront transférés au Préfet et seule la réglementation nationale serait applicable.

C'est pourquoi, par délibération n° 12 du 3 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Roanne a approuvé le principe d'une révision du Règlement Local de Publicité, ayant pour objectif de renforcer l'attractivité de la Ville et la qualité du cadre de vie.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement a modifié les dispositions du code de l'environnement relatives aux enseignes, aux pré-enseignes et à la publicité. Ainsi, la procédure de révision des Règlements Locaux de Publicité est du ressort de la collectivité ou de son groupement compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, et se déroule conformément aux procédures de révision du PLU, auquel il est annexé après approbation.

## **II. Objectifs de la révision**

La révision du RLP a démarré début 2019 et doit donc s'achever avant le 14 juillet 2020. Elle est conduite avec l'aide d'un bureau d'études, EVEN CONSEIL.

Les objectifs suivants sont poursuivis :

- renforcer la qualité de vie sur l'ensemble des quartiers de la Ville en limitant la pollution visuelle ;
- permettre l'articulation entre la préservation du patrimoine architectural et le dynamisme commercial à renforcer ;
- assurer un meilleur suivi des implantations des enseignes ;
- permettre une intégration des enseignes de qualité dans un cadre bâti diversifié ;
- harmoniser la réglementation des quartiers périphériques avec les communes limitrophes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20191015-15OCTN8-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2019

Publication : 17/10/2019



### **III. La démarche en cours**

Menée de janvier à juin 2019, la phase de diagnostic est terminée et a mis en évidence un certain nombre d'enjeux publicitaires, auxquels les orientations devront répondre.

Différentes réunions ont eu lieu, permettant d'associer les Personnes Publiques Associées (Etat, communes riveraines, chambres consulaires,...), les acteurs économiques (commerçants, annonceurs, associations environnementales,...) et le public à cette problématique.

Une démarche de concertation a été engagée, comme prévue à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, avec la tenue d'un registre de concertation, d'une réunion publique (1<sup>er</sup> juillet 2019) et de publications par le biais du site internet de la Ville et du magazine municipal.

Aujourd'hui, la phase n° 2 d'élaboration du Règlement Local de Publicité est en cours. Elle consiste à traduire de manière réglementaire et graphique les enjeux, orientations et objectifs définis suite à la réalisation du diagnostic.

Le projet de Règlement Local de Publicité sera arrêté par délibération du Conseil Municipal conformément aux articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-14 du Code de l'Urbanisme.

Avant cela, il convient de débattre des orientations en Conseil Municipal, au moins 2 mois avant l'arrêt de projet prévu avant la fin d'année 2019 (article L.153-12 du Code de l'Urbanisme). Le projet arrêté sera ensuite transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées, à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, qui bénéficieront de 3 mois pour répondre, et sera soumis à enquête publique.

### **IV. La philosophie générale**

Les conclusions du diagnostic établies par EVEN CONSEIL montrent qu'un certain nombre d'enjeux généraux émerge au regard de l'affichage publicitaire :

- la prise en compte des spécificités des espaces (ambiance, morphologie urbaine) et des différents usagers (piéton, cycliste, voiture,...) qui y sont associés dans les choix d'implantation et les types de dispositifs publicitaires ;
- le traitement des transitions entre les différents secteurs et des entrées de ville à travers un encadrement des formats et types d'implantation ;
- la poursuite de la démarche de protection des espaces de patrimoine bâti et naturel ;
- l'affirmation de la participation des dispositifs publicitaires à la qualité architecturale et à l'ambiance des quartiers ;
- la mise en valeur des vues sur des éléments du patrimoine depuis les axes routiers qui y mènent ;
- l'encadrement de l'affichage dans les zones à vocation apaisée (proximité d'espaces verts, de promenade, zone d'habitation, ...) ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20191015-15OCTN8-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2019

Publication : 17/10/2019

- l'encadrement et l'harmonisation des dispositifs des zones d'activités et commerciales pour permettre une meilleure qualité et lisibilité des espaces et des entreprises ;
- la réflexion autour du développement des dispositifs numériques qui génèrent de la pollution lumineuse et affectent la biodiversité et les consommations énergétiques.

A l'issue de la définition de ces enjeux publicitaires sur le territoire communal de Roanne, 5 grandes orientations ont émergé afin d'apporter des réponses concrètes permettant de concilier préservation du cadre de vie et attractivité économique. Ces orientations se déclinent ensuite en objectifs.

Ce sont ces orientations qui font aujourd'hui l'objet du présent débat.

## **V. Les orientations**

Les orientations se structurent autour d'une orientation générale, puis de 3 orientations sectorielles ciblant plus précisément le centre-ville, les axes d'entrées de ville et les zones d'activités et commerciales. Enfin, une dernière orientation thématique cible le développement des dispositifs numériques.

### **Orientation n° 1 : Préserver la qualité du cadre de vie et des paysages de la commune (cadre de vie, habitat et loisirs)**

- promouvoir des dispositifs de qualité et adaptés aux différents espaces et à leurs usagers ;
- préserver le cadre de vie des zones à vocation résidentielle et de toute autre zone à vocation apaisée ;

### **Orientation n° 2 : Valoriser le centre-ville, le patrimoine architectural et paysager ainsi que les pôles touristiques et de loisirs (tourisme et patrimoine)**

- permettre l'introduction encadrée et qualitative de dispositifs publicitaires dans le centre-ville historique ;
- encadrer l'implantation et la typologie des enseignes dans un objectif de valorisation urbaine du centre historique (secteur d'interdiction relative) ;
- préserver les vues sur les éléments de patrimoine du centre-ville depuis les axes routiers.

### **Orientation n°3 : Améliorer l'image perçue de la commune au travers des entrées de ville et axes plus qualitatifs**

- valoriser les axes de desserte majeure (entrées de ville) par un encadrement stricte de l'affichage extérieur ;
- favoriser une ambiance préservée des axes internes, liens entre les différents secteurs.

**Orientation n° 4 : Améliorer la qualité des zones d'activités (commerciales, industrielles et artisanales) tout en assurant leur lisibilité et leur attractivité**

- maintenir un potentiel d'expression publicitaire de type publicité/pré-enseigne adapté aux besoins des acteurs économiques du territoire et anticiper le développement des futurs pôles économiques.

**Orientation n° 5 : Maîtriser le développement du numérique**

- adapter les dispositifs lumineux et numériques avec les usages et modes de déplacement des espaces urbains ;
- concilier les enjeux de sécurité routière avec le développement des dispositifs numériques ;
- limiter les consommations énergétiques ;
- préserver les corridors noirs.

A la suite de ces différents éléments présentés au Conseil Municipal et pour permettre de poursuivre la procédure de révision du RLP,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- débattre du contenu des orientations générales du Règlement Local de Publicité de Roanne, conformément aux articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal en prend acte.

Ont signé au registre tous les membres présents

Pour extrait conforme

ROANNE, le **17 OCT. 2019**

Pour le Maire

Yves NICOLIN

Par délégation

L'Adjointe en charge du Commerce, de  
l'Artisanat et des Professions Indépendantes

**Sophie ROTKOPF**



# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du mardi 14 janvier 2020

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°8

### CADRE DE VIE

- Règlement Local de Publicité
- Arrêt de projet
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 30 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Monique GUILLERMIN, M. Daniel PEREZ, Mme Brigitte DURANTET, M. Jean-Marc DETOUR, M. François CHAIZE, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Christian MAISONNEUVE, M. Farid MEDJANI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Roland MIGNARD, Mme Hélène LAPALUS, M. Edmond BOURGEON, Mme Simone TRAMBOUZE, Mme Dominique BILLARD, M. Jean-Jacques BANCHET, M. Gilles PASSOT, Mme Catherine BRUN, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Virginie BERNIER, M. Fabien LAMBERT, Mme Aurélie BONNEFOND, M. Romain BOST, M. Christian DORANGE, M. Paul PAPUT, Mme Pascale VIALLE DUTEL, Mme Brigitte DUMOULIN, M. Guy POGNAT, M. Christian MILON, Mme Estelle PERRIER

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* Mme Dominique BILLARD

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

Mme Catherine DUFOSSE à Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, M. Lucien MURZI à M. Christian MAISONNEUVE, Mme Monféma INABO COULIBALY à Mme Simone TRAMBOUZE, Mme Jade PETIT à M. Fabien LAMBERT, M. Ahmet-Ali KADI à M. Roland MIGNARD, Mme Anne-Charlotte THINARD à Mme Hélène LAPALUS, Mme Marie-Hélène RIAMON à M. Paul PAPUT, Mme Laure DEROCHE à Mme Pascale VIALLE DUTEL, M. Jean-Luc BOURREAU à M. Guy POGNAT

*Absents sans mandat :*

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.



Mme Sophie ROTKOPF, Adjointe, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Le Règlement Local de Publicité (RLP) régit les enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires installés sur le territoire communal. Il dépend du Code de l'Environnement.

## **I. Rappel du contexte réglementaire**

### **1. Contexte national**

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) a modifié les dispositions du Code de l'Environnement relatives aux enseignes, aux pré-enseignes et à la publicité. Ainsi, la procédure de révision des Règlements Locaux de Publicité est du ressort de la collectivité ou de son groupement compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et se déroule conformément aux procédures de révision du P.L.U., auquel il est annexé après approbation.

Les textes encadrant les Règlements Locaux de Publicité prévoient une caducité des documents en vigueur actuellement le 14 juillet 2020. Sans révision du document, outre la suppression de la Zone de Publicité Restreinte, les pouvoirs de police du Maire sur ces thématiques, comme l'instruction des dossiers seront transférés au Préfet.

### **2. Contexte local**

La Ville de Roanne est dotée depuis le 14 mai 1983 d'une Zone de Publicité Restreinte (ZPR) couvrant une partie du centre-ville et valant Règlement Local de Publicité (RLP). Cet arrêté, qui n'a jamais été modifié, ne couvre qu'une partie du territoire communal, le règlement national s'appliquant sur le reste du territoire communal. Aujourd'hui, ce RLP est devenu obsolète et ne correspond plus aux exigences patrimoniales sur le territoire, d'où la volonté communale de procéder à sa révision.

C'est pourquoi, par délibération du 3 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Roanne a approuvé le principe d'une révision du Règlement Local de Publicité. Cette révision, conduite avec l'aide du bureau d'études EVEN CONSEIL, a démarré début 2019 et doit donc s'achever avant le 14 juillet 2020.

La délibération de lancement de la révision du RLP a mis en exergue les objectifs suivants :

- renforcer la qualité de vie sur l'ensemble des quartiers de la Ville en limitant la pollution visuelle ;
- permettre l'articulation entre la préservation du patrimoine architectural et le dynamisme commercial à renforcer ;

- assurer un meilleur suivi des implantations des enseignes ;
- permettre une intégration des enseignes de qualité dans un cadre bâti diversifié ;
- harmoniser la réglementation des quartiers périphériques avec les communes limitrophes.

La phase de diagnostic territorial, patrimonial et publicitaire, qui s'est tenue la première moitié de l'année 2019, a permis de mettre en évidence des orientations définies à l'appui des enjeux mis en exergue par le diagnostic.

## II. Validation des grandes orientations

Un débat a eu lieu sur les orientations du RLP lors du Conseil Municipal du 15 octobre 2019, conformément aux articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

Cinq orientations ont ainsi été retenues : une orientation générale, puis trois orientations sectorielles ciblant plus précisément le centre-ville, les axes d'entrées de ville et les zones d'activités et commerciales. Enfin, une dernière orientation thématique cible le développement des dispositifs numériques.

- Orientation n°1 : préserver la qualité du cadre de vie et des paysages de la commune (cadre de vie, habitat et loisirs) ;
- Orientation n°2 : valoriser le centre-ville, le patrimoine architectural et paysager ainsi que les pôles touristiques et de loisirs (tourisme et patrimoine) ;
- Orientation n°3 : améliorer l'image perçue de la commune notamment au travers d'entrées de ville et de centre-ville plus qualitatifs et un traitement de ses axes (entrées et dessertes du territoire + entrées dans le centre) ;
- Orientation n°4 : améliorer la qualité des zones d'activités (commerciales, industrielles et artisanales) tout en assurant la lisibilité et l'attractivité des pôles économiques ;
- Orientation n°5 : maîtriser les dispositifs numériques.

Le travail s'est ensuite porté sur la traduction réglementaire et graphique de ces orientations.

### III. La traduction réglementaire et graphique du RLP

#### 1. Les grands principes

La Ville de Roanne et le bureau d'études ont travaillé en collaboration avec les acteurs économiques locaux afin de construire un document consensuel, qui réponde le mieux possible aux attentes de chacun.

Le règlement présente ainsi dans le RLP les choix faits en matière de pré-enseignes et publicité et en matière d'enseignes. Des dispositions générales sont applicables sur toute la zone agglomérée de la commune, et des dispositions particulières s'appliquent suivant la zone en question dans laquelle se trouve le dispositif.

Plusieurs grands principes ont ainsi été mis en avant.

Tout d'abord, *pour les publicités et pré-enseignes* :

- la volonté de la commune de diminuer leur impact visuel : cela se traduit notamment par la baisse de la surface maximale autorisée des dispositifs publicitaires, de 12 m<sup>2</sup> à 8 m<sup>2</sup> de surface d'affichage. Le fait également de n'autoriser qu'un seul dispositif par support permet de limiter le phénomène de doublon et les effets de corridors ;
- le souhait de respecter les typologies urbaines : la Ville s'est appuyée sur le document du PLU et ses zones urbaines pour construire des zones de publicité en accord avec les typologies urbaines et avec les besoins des différents secteurs en matière de publicités et pré-enseignes. Il est proposé une gradation des formats depuis le centre-ville jusqu'aux zones d'activités afin de concilier préservation du cadre de vie et besoins d'affichage des acteurs du tissu économique local ;
- il est proposé des espaces aux ambiances apaisées (habitats, bords de Loire, jardins publics...) où la publicité n'est supportée que par le mobilier urbain afin de limiter les sollicitations visuelles et favoriser la détente et des aires de respiration qualitatives ;
- avec le développement des dispositifs numériques, la Ville désire maîtriser le positionnement de ses dispositifs et adapter son zonage en conséquence, afin de ne pas les voir se multiplier et les nuisances qu'ils induisent ;
- il est fait le choix d'encadrer l'aspect extérieur des dispositifs pour assurer leur insertion dans les paysages urbains (habillage du dos pour les dispositifs mono-face, encadrement de la taille et couleurs non criardes pour les moulures...). De plus, une prescription particulière sera ajoutée sur le retrait des dispositifs publicitaires non utilisés qui sont une source de pollution visuelle supplémentaire ;

- la Ville souhaite également favoriser le mobilier urbain de petit format, un support privilégié dans le centre-historique pour sa facilité d'intégration et son graphisme cohérent avec les enjeux de préservation du caractère patrimonial.

Ensuite, le RLP régit également les enseignes, c'est-à-dire « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à l'activité qui s'y exerce. Elle peut également être apposée sur le terrain où celle-ci s'exerce. ». Le nouveau RLP ne prévoit pas d'évolutions majeures par rapport à ce qui est pratiqué actuellement pour les enseignes, notamment en centre-ville, déjà impacté par les contraintes liées au périmètre de protection des Monuments Historiques.

Le RLP vient rappeler que :

- les enseignes doivent s'intégrer au bâtiment et doivent respecter son architecture ;
- les enseignes sur toiture, sur clôture non aveugle, sur les arbres, sur les volets sur les éléments d'architecture de façade ou localisées devant une ouverture sont interdites ;
- suivant les zones définies, elles peuvent être limitées en nombre, même si la réglementation nationale s'applique toujours, à savoir que leur surface totale ne peut excéder 15 % de la surface de la façade commerciale ou 25 % lorsque la façade commerciale est inférieure à 50 m<sup>2</sup>. Une seule enseigne drapeau est également autorisée par façade commerciale ;
- les enseignes lumineuses ou numériques devront être éteintes entre 00 heure et 6 heures du matin. Leur éclairage devra être mis en place par filet LED ou rétroéclairage.

L'entrée en vigueur du RLP entraînera, dès sa publication :

- une obligation de mise en conformité des publicités/pré-enseignes existantes dans un délai de 2 ans ;
- une mise en conformité des enseignes existantes dans un délai de 6 ans.

## 2. Le zonage

La publicité, les pré-enseignes et les enseignes ne sont autorisées que dans les zones agglomérées du territoire communal. En effet, le principe premier du Règlement National de Publicité est d'interdire la publicité hors-agglomération. De même, des secteurs d'interdiction absolue et d'interdiction relative de la publicité sont définis par l'Etat. Dans le 1<sup>er</sup> secteur, il n'est pas possible de réintroduire de la publicité, tandis que dans le second secteur, correspondant au Centre Ancien, aux périmètres de protection des Monuments Historiques, aux sites Natura 2000, ..., la publicité peut être réintroduite.



A partir de la définition du périmètre de la zone agglomérée du territoire de la commune, des Zones de Publicité (ZP) ont été définies : elles sont localisées sur les zones à enjeux du territoire, identifiées par le diagnostic et pour lesquelles des ambitions ont été définies dans les orientations.

Sur le territoire de la commune de Roanne, six zones seront instituées :

- **la zone 1 (ZP1) couvre le centre historique de la commune**, délimité d'après le périmètre du site inscrit du Centre Ancien de Roanne, lequel a été légèrement élargi afin de prendre en compte des effets de seuils entre zones ;
- **la zone 2 (ZP2) couvre le centre-ville de Roanne**, qui s'organise en couronne autour du centre historique (zone UA du P.L.U.) ;
- **la zone 3 (ZP3) couvre les faubourgs de la commune**, et comprend les tissus de faubourgs (zone UB du P.L.U. en vigueur) et les pôles de vie à caractère non patrimonial et abritant une mixité d'usages (résidentiel et commerces de proximité) ;
- **la zone 4 (ZP4) couvre les zones d'activités économiques et commerciales**, et comprend les zones U à vocation économique (UE) du P.L.U. en vigueur ;
- **la zone 5 (ZP5) couvre les entrées de ville** et comprend le domaine public ferroviaire et 4 carrefours à enjeux qui constituent des points d'entrée dans la ville ;
- **la zone 6 (ZP6) couvre les paysages sensibles** et comprend les zones naturelles et les zones urbaines de type pavillonnaire (UC) ou à vocation de loisirs (UL) du PLU en vigueur.

#### IV. Bilan de la concertation

La délibération du 3 novembre 2016 prévoyait également les modalités de la concertation, engagée par « le biais d'un registre de concertation, d'une réunion publique et de publications par le biais du site internet de la Ville et du magazine municipal ».

Cette concertation a eu lieu selon les modalités suivantes :

- une mise à disposition du public d'un registre d'observations dès le début du lancement des études (septembre 2018). Aucune observation n'a été consignée dans ce registre pendant toute la durée de la procédure de révision ;

- une diffusion d'informations écrites sous la forme de communication dans la presse locale ;
- une mise à jour régulière de la démarche et des étapes de la révision sur le site internet de la Ville de Roanne ;
- une réunion publique a été organisée le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2019 et portait sur la présentation du diagnostic territorial, patrimonial et environnemental, ainsi que sur les premières orientations pressenties ;
- des ateliers avec les acteurs économiques à chaque phase d'élaboration du document, à l'issue de la phase de diagnostic et lors de la phase d'élaboration de la traduction réglementaire et graphique. Ces ateliers ont permis d'échanger et de travailler de manière conjointe avec les acteurs économiques (afficheurs, associations, commerçants, ...) sur les évolutions à apporter au document pour permettre la rédaction d'un document consensuel.

Plusieurs comités de pilotage, comités techniques et réunions avec les Personnes Publiques Associées ont permis d'informer et de faire participer les acteurs du territoire à cette procédure de révision, lors des différentes phases qui ont rythmées son élaboration. Ainsi, Roannais Agglomération, la Direction Départementale des Territoires (DDT) de la Loire, la commune de Riorges, le groupement des commerçants des Halles, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) ont répondu présents et ont participé à ces réunions de travail.

En outre, les afficheurs présents sur le territoire de la Ville, de même que l'Union pour la Publicité Extérieure (UPE), ont également participé activement à ces réunions et à l'élaboration du document en faisant notamment régulièrement part de leurs observations éventuelles sur le règlement et sa traduction graphique.

L'association Paysages de France, bien qu'absente de toutes les réunions organisées, a également fait part de ses observations par courriel.

## **V. Suite à donner**

Le projet de Règlement Local de Publicité arrêté, conformément aux articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-14 du Code de l'Urbanisme, sera ensuite envoyé pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA), ainsi qu'à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), qui bénéficieront de 3 mois pour émettre leur avis.

Une enquête publique sera ensuite conduite, d'une durée minimale de 1 mois.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver le projet de Règlement Local de Publicité ;
- approuver et arrêter ce projet avant transmission aux Personnes Publiques Associées (PPA) et à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Le Groupe "Osez Roanne" et Mme Dumoulin se sont abstenus.

Ont signé au registre tous les membres présents

Pour extrait conforme

ROANNE, le **20 JAN. 2020**

Pour le Maire

Yves NICOLIN

Par délégation

L'Adjointe en charge du Commerce, de  
l'Artisanat et des Professions Indépendantes

**Sophie ROTKOPF**



# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 8 octobre 2020

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°4

### CADRE DE VIE

#### **- Révision du Règlement Local de Publicité - Approbation**

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 35 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, Mme Catherine DUFOSSE, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Christophe PION, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Yohan RIVOLLIER, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, Mme Fadwa FADHLOUN, M. Alexandre GRANGE, Mme Christine CHEVILLARD, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* Mme Clotilde ROBIN

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

M. Lucien MURZI à M. Edmond BOURGEON, M. Fabien LAMBERT à Mme Jade PETIT, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON à Mme Fanny FESNOUX, M. Bernard GERBOT à M. Franck BEYSSON

*Absents sans mandat :*

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.



Mme Sophie ROTKOPF, Adjointe, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Lors de sa séance du 3 novembre 2016, le Conseil Municipal a engagé une procédure de révision du Règlement Local de Publicité (R.L.P.) de la Ville de Roanne. Pour rappel, le R.L.P. réglemente les enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires installés sur le territoire communal. Il dépend du Code de l'Environnement, mais la procédure de révision du document est similaire à celle d'un Plan Local d'Urbanisme (article L.581-14-1 du Code de l'Environnement).

La révision du R.L.P. a été engagée en vue de répondre aux évolutions apportées par la loi Grenelle II de 2010 et son décret d'application de 2012. En effet, le document de R.L.P. de la Ville de Roanne, datant de 1983, est devenu caduc au 13 juillet 2020. Suite à la crise sanitaire, cette date a été décalée au 13 janvier 2021 (article 29 de la loi du 17 juin 2020). Un nouveau document doit donc être établi, en lien avec les nouvelles orientations nées des lois Grenelle et avec les spécificités du territoire communal. L'objectif est de renforcer l'attractivité de la Ville et la qualité du cadre de vie. Les enseignes, pré-enseignes et les dispositifs publicitaires sont aujourd'hui une partie intégrante de la Ville qu'il convient de réglementer afin de les organiser et les harmoniser.

Conformément aux articles L.153-12 du Code de l'Urbanisme et L.581-14-1 du Code de l'Environnement, un débat a eu lieu lors du Conseil Municipal du 15 octobre 2019.

Par la suite, le projet de R.L.P. a été arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 14 janvier 2020. Le projet a ensuite été transmis pour avis aux différentes Personnes Publiques Associées et à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), mentionnés aux articles L.132-7 et suivants du Code de l'Urbanisme, ainsi qu'à certaines associations environnementales qui en avaient fait la demande.

L'enquête publique s'est tenue du 15 juin au 6 juillet 2020. Seules 3 observations ont été formulées par l'Union pour la Publicité Extérieure (U.P.E.), l'afficheur JC Decaux, et France Nature Environnement 42/Paysages de France. A noter que ces remarques avaient déjà été prises en compte lors des avis des Personnes Publiques Associées. Le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 27 juillet 2020, donnant un avis favorable sur le dossier de révision du R.L.P. de la Ville de Roanne.

Différentes observations avaient été formulées, que ce soit par les Personnes Publiques Associées, les afficheurs associés tout au long de la procédure à la démarche de révision ou les associations environnementales.

L'ensemble des avis recueillis est des avis favorables au projet arrêté, certains avec réserves, d'autres sans. Ainsi, le SYEPAR, la Chambre de Commerce et d'Industrie (C.C.I.), les communes de Perreux, Vougy et Commelle-Vernay ont formulé des avis favorables ou n'avaient pas d'observations particulières à formuler sur le projet de RLP. La commune de Riorges, Roannais Agglomération, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.), l'Etat (D.D.T.), le Département ont présenté des avis favorable sous réserve de la prise en compte de leurs remarques (observations ou recommandations).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20201008-08OCTN4-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/10/2020

Affichage : 12/10/2020

L'U.P.E. a formulé des propositions d'aménagement sur la partie réglementaire du projet de R.L.P.. De même, France Nature Environnement 42, associé à Paysages de France, a présenté des recommandations à la Ville de Roanne sur son projet de R.L.P..

Enfin, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation spécialisée dite « de la publicité » qui étudie chaque projet de R.L.P., a présenté un avis favorable sous réserve de la prise en compte de certaines de leurs observations.

A la suite de l'enquête publique, la Ville de Roanne a, en réponse au Procès-Verbal du Commissaire Enquêteur qui reprend toutes les observations formulées, apporté des réponses à chaque remarque, observation ou préconisation formulées par les Personnes Publiques Associées et le public.

Par rapport au dossier présenté lors de l'arrêt de projet, la Ville de Roanne a procédé à quelques ajustements sur la rédaction du règlement, le tracé de certaines zones ou l'extinction nocturne des enseignes numériques comme présenté dans le rapport du Commissaire Enquêteur ci-joint. En effet, le RLP présenté par la commune est un document progressif répondant aux enjeux des professionnels de l'affichage, des commerçants et artisans et s'attache à combiner attractivité économique et patrimoniale sur l'ensemble de son territoire. Il est important de rappeler que ce R.L.P. est le premier R.L.P. « grenellisé » de la commune, le précédent datant de 1983 et n'étant plus du tout adapté aux spécificités du territoire actuel. Comme l'a souligné le Commissaire Enquêteur dans son rapport, le R.L.P. est un document réglementaire qui doit présenter un équilibre entre l'environnement, l'économie et le cadre de vie des citoyens. Tout l'enjeu de ce document est ici de réussir à concilier les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux.

L'approbation du R.L.P. entrainera une mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune, puisque le R.L.P. constitue une pièce annexe du P.L.U..

La mise en application du R.L.P. se fera dès les mesures de publicité effectuées (affichage de la délibération pendant 1 mois, mention dans un journal local, publication au recueil des actes administratifs).

L'entrée en vigueur du R.L.P. entrainera dès sa publication :

- une obligation de mise en conformité des publicités/pré-enseignes existantes dans un délai de 2 ans ;
- une mise en conformité des enseignes existantes dans un délai de 6 ans.

En vertu de l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'approbation du Règlement Local de Publicité, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées, des observations du public ou du Commissaire Enquêteur.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver le Règlement Local de Publicité, conformément aux documents ci-joints ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités légales de publicité nécessaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Les Groupes « Collectif 88 % » et « A Gauche pour Roanne » se sont abstenus.

Ont signé au registre tous les membres présents

Pour extrait conforme

ROANNE, le 12 OCT. 2020

Pour le Maire  
Yves NICOLIN  
Par délégation

L'Adjointe en charge du Commerce, de  
l'Artisanat, des Professions libérales, des  
Affaires Commerciales et des animations

**Sophie ROTKOPF**

